

D 768 ARGENTINE: AIDE MILITAIRE
A L'AMÉRIQUE CENTRALE

On connaît l'aide militaire nord-américaine aux pays d'Amérique centrale (cf. DIAL D 745). Les informations sont moins précises sur le rôle joué par l'Argentine dans cette même partie du monde. Le lecteur trouvera ci-dessous la première systématisation sur le propos. Elle est extraite du rapport de la Commission argentine des droits de l'homme, rapport présenté en mars 1982 à la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies à Genève, à l'occasion de la tenue de sa 38^e session. De ce rapport, nous ne donnons que les éléments d'information concernant El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua.

Note DIAL

L'ARGENTINE INTERNATIONALISE
LES CONFLITS D'AMÉRIQUE CENTRALE
METTANT AINSI GRAVEMENT EN DANGER LA PAIX MONDIALE

INTRODUCTION

I - PRÉCÉDENTS

- 1- L'Etat terroriste argentin
- 2- La doctrine Viola et l'exportation du terrorisme d'Etat

(...)

II- L'INTERVENTION ARGENTINE EN AMÉRIQUE CENTRALE

Les forces armées argentines composées de 240.000 hommes appelés chaque année sous les drapeaux, constituent l'une des armées les plus puissantes d'Amérique. Le budget militaire pour 1981 s'est élevé à 4.500 millions de dollars et les dépenses d'armement pour 1980 (dernières années connues) ont atteint le chiffre de 1.542 millions de dollars; il s'agit, pour la plupart des équipements, d'armes offensives de grande capacité venant s'ajouter aux quelque 7.000 millions de dollars investis au cours de la période 1978-1979, sous prétexte de l'éventualité de la guerre du Beagle (1).

Armement moderne, haute technologie, grande capacité, importance des effectifs, assujettissement à la politique d'agression impérialiste des Etats-Unis et choix affirmé de porter le terrorisme d'Etat jusqu'aux ultimes con-

(1) Cf. DIAL D 496 (NdT).

séquences dans le cadre de la "sale guerre continentale": tout cela transforme les forces armées en danger réel pour la paix mondiale, suite à la politique argentine d'intervention en Amérique centrale.

La décision d'intervention, dans la région des Caraïbes, des forces armées argentines conformément aux plans du Pentagone, s'est manifestée à travers diverses prises de position publiques. En mars 1981, le lieutenant-général Roberto Viola, commandant en chef de l'armée argentine, a déclaré à Washington, dans les jours précédant son accession à la présidence de la République: "L'Argentine partage la nouvelle politique nord-américains vis-à-vis d'El Salvador (...). Nos deux pays pourront renforcer leurs relations et participer davantage au règlement des problèmes de l'hémisphère qui nous sont communs". En même temps, à Buenos-Aires, le général Alfredo Saint-Jean, alors secrétaire général d'état-major de l'armée et aujourd'hui ministre de l'intérieur du gouvernement Galtieri, déclarait: "Nous avons proposé notre assistance aux forces armées salvadoriennes pour un combat qui a été le nôtre en d'autres occasions". Pour sa part, le lieutenant-général n'a pas hésité à dire aux journalistes, dans son appartement du Waldorf Astoria, lors de sa visite aux Etats-Unis: "Si le gouvernement salvadorien demande notre aide, nous n'hésiterons pas à la lui accorder".

Au cours de la première semaine de février 1982, divers médias des Etats-Unis ont, dans les milieux du Congrès, reçu l'information que des militaires argentins avaient commencé "une opération paramilitaire en Amérique centrale", dans le but de justifier l'intervention en El Salvador et au Nicaragua. L'information a transpiré des sessions secrètes tenues par les comités du renseignement des deux chambres du Congrès sur le soutien logistique des Etats-Unis.

Le 27 février, dans une conférence de presse donnée en El Salvador, le président de la junte dictatoriale salvadorienne, José Napoleón Duarte, a publiquement reconnu la présence de militaires argentins dans le pays, tout en présentant leur rôle comme étant celui de simples "observateurs".

La Commission argentine des droits de l'homme est consciente de la difficulté qu'il y a à présenter des éléments de preuve concernant une activité qualifiée jusqu'à maintenant de "secret d'Etat" par les gouvernements intéressés, en tant qu'elle recouvre des actions illégales et clandestines. Il est cependant possible de faire une présentation générale de cette activité.

1- L'intervention argentine en El Salvador

Le 25 février 1982, le général José Antonio Vaquero, chef d'état-major de l'armée argentine, a formellement annoncé la décision d'aider militairement la junte fantoche que préside José Napoleón Duarte. L'annonce a été faite à Buenos-Aires, au siège du commandement en chef de l'armée, à l'occasion d'une remise de décoration au colonel Rafael Flores Lima, chef d'état-major de l'armée salvadorienne. Il s'agit par là de légaliser l'intervention ouverte des forces armées argentines dans la répression directe du peuple salvadorien, au niveau de l'entraînement, du financement et de la logistique.

Comme il est du domaine public, le gouvernement Duarte a admis l'impossibilité d'une victoire militaire sur les forces populaires du Front Farabundo Martí de libération nationale. Pour sa part également, le gouvernement Reagan, par le biais de la CIA, du Pentagone et du département d'Etat, a fait

des déclarations dans le même sens. Seule, l'intervention militaire extérieure peut sauver le régime de Duarte et les intérêts de l'oligarchie salvadorienne. L'agression impérialiste doit, pour éviter une réaction internationale, être la plus camouflée possible. C'est pourquoi il est fait appel à un "pacte militaire" entre El Salvador, le Guatemala, le Honduras (les dites "armées démocratiques centro-américaines") et le Costa Rica, ainsi qu'à l'intervention militaire argentine, laquelle joue le rôle du véritable gendarme de la répression pour le compte du gouvernement Reagan. Le plan de la participation argentine comporte plusieurs étapes: la première est celle de la collaboration au terrorisme d'Etat; la seconde, celle de la formation d'officiers et de la constitution d'un nouveau corps d'officiers en vue de l'accroissement des forces armées salvadoriennes; la troisième, celle de la structuration, à titre d'épine dorsale, des forces interaméricaines.

En accomplissement de ces engagements, la dictature argentine intervient en El Salvador depuis plusieurs mois. Cela ressort des données suivantes actuellement à notre disposition.

Depuis fin septembre 1981, on a repéré la présence active en El Salvador d'une mission militaire dont le commandant est le colonel Quinteros (identité vraie ou supposée) et dont les membres sont des officiers des armées de terre, de l'air et de mer. Certains d'entre eux avaient, comme officiers, joué un rôle opérationnel à Tucumán, à Campo de Mayo, et à l'Ecole de mécanique de la marine; l'un d'entre eux était également intervenu dans l'enlèvement de quatre citoyens argentins à Lima, Pérou, en juillet 1980.

La mission argentine a pour fonction, en plus de son activité militaire spécifique, de collecter le renseignement à travers la direction de groupes paramilitaires de répression chargés des enlèvements, des interrogatoires et des tortures, tels que "Orden", "Union guerrière blanche" (dont le chef, Roberto d'Aubuisson, a reçu un entraînement spécial en République argentine) et "Phalange".

La mission est également constituée de membres civils des services de renseignement de l'état-major conjoint des forces armées argentines. Deux d'entre eux, logés sous des noms d'emprunt à l'hôtel Camino Reale de la capitale salvadorienne, sont respectivement Arturo González de Langarica, dit "Tonio", et Eduardo Alfredo Zarattini, dit "Freddy". González de Langarica est un ancien militant populaire argentin qui a été arrêté par les forces de la marine argentine en janvier 1977. Durant sa captivité, il est passé du côté de la répression et lui a apporté une collaboration active. Il est actuellement enregistré au Service d'information navale (SIN). Zarattini, lui aussi ancien militant populaire, a été recruté depuis plusieurs années par le Service d'information de l'armée de terre (SIE); il était membre de l'A.A.A. (Alliance anticommuniste argentine) et, après le coup d'Etat, des groupes clandestins de répression populaire.

Tant González de Langarica que Zarattini servent de "conseillers" de répression, en particulier pour les groupes parapoliciers et paramilitaires responsables de véritables massacres parmi le peuple salvadorien. Le Front Farabundo Martí de libération nationale a dénoncé leur présence à San Salvador comme étant une preuve supplémentaire de l'ingérence de la dictature argentine dans les affaires intérieures du peuple salvadorien.

D'après le témoignage de quelques paysans salvadoriens réfugiés au camp de La Virtud, au Honduras, des officiers argentins ont participé à la répression dans des zones rurales d'El Salvador. Certains paysans ont été

directement torturés par les militaires argentins. Cela confirme les rapports sur la présence, dans des régions rurales d'El Salvador, de membres de la Gendarmerie argentine, un corps professionnel des frontières spécialement entraîné pour le combat en montagne.

On estime qu'à cette date, le nombre des militaires et civils argentins en poste s'élève à 180 hommes.

A titre de reconnaissance de cette participation militaire argentine, la junte criminelle présidée par José Napoleón Duarte a, dans sa propagande, donné plusieurs fois en exemple les forces armées argentines pour ce qui touche à la répression des secteurs populaires.

Les aspects pratiques de la présence argentine en El Salvador ont fait l'objet d'un accord dans les premiers mois de 1981, à l'occasion de la visite réalisée en Argentine par le colonel Jaime Abdul Gutiérrez, chef d'état-major des forces armées d'El Salvador; c'est avec lui que la junte militaire argentine a déterminé les modalités de l'aide militaire et technique de la première étape, comme possibilité d'application du "Plan Charlie".

Mais l'intervention de la dictature argentine n'est pas seulement militaire. Elle consiste aussi en aide financière du régime salvadorien. En décembre 1981, cette aide a pris la forme d'un prêt de 15 millions de dollars; il suffit, pour en mesurer l'importance, de rappeler que cela représente plus de 4% des fonds prévus par le plan Reagan pour toute l'Amérique centrale, plan annoncé à Washington le mercredi 24 février.

La dictature militaire argentine a également servi d'intermédiaire pour le transfert et la distribution de fonds aux différents commandements des forces armées répressives d'Amérique centrale, avec la couverture de la Banque d'Israël et grâce aux démarches de Luis Sobrino Aranda, ancien député national d'Argentine. Ce dernier, homme de la droite péroniste, a été pendant un certain temps l'agent, en Europe et en Amérique, de l'amiral Eduardo Massera; il sert actuellement de lien pour l'armée argentine. Il a bénéficié du soutien de l'ambassade d'Argentine au Costa Rica, en particulier de l'ambassadeur Arnaldo Listre, pour la répartition des fonds à destination des commandements militaires répressifs d'Amérique centrale et des forces contre-révolutionnaires nicaraguayennes.

2- L'intervention militaire argentine au Guatemala

Dans l'Amérique centrale en conflit, le Guatemala est un pays stratégique du point de vue militaire, en vertu tant de sa situation géographique que de son importance économique et sociale. Ce pays est celui qui reçoit le plus d'investissements directs des Etats-Unis et qui bénéficie des plus hauts niveaux d'échanges commerciaux: on y recense 126 entreprises multinationales, dont 31 relèvent de la centaine de firmes les plus importantes du monde.

Pour le haut commandement militaire des Etats-Unis, le Guatemala - pays aux prises avec de sanglantes dictatures militaires de façon ininterrompue depuis 1954 - constitue un "front de contention" devant l'expansion des mouvements populaires centro-américains.

Au Guatemala, la lutte populaire contre la dictature du général Romeo Lucas García, s'est accrue au point de parvenir à un degré d'organisation tel que la création récente de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque et du Comité guatémaltèque d'union patriotique. Le processus de lutte

pour l'émancipation nationale et sociale du Guatemala, interrompu en 1954, fait ainsi preuve d'une accélération qualitative qui inquiète suprêmement l'administration Reagan et ses alliés, comme ne l'a pas caché Alexander Haig.

On trouve également dans ce pays la présence interventioniste des militaires argentins. Ils ne se contentent pas de collaborer à la répression; ils apportent également un équipement militaire et une aide financière.

Le mouvement révolutionnaire guatémaltèque a dénoncé à plusieurs reprises la présence argentine en désignant la dictature Videla-Viola-Galtieri, en compagnie d'Israël et des Etats-Unis, comme le principal soutien du régime d'oppression. En septembre 1980, six mois avant la visite à ce pays du général Vaquero, chef d'état-major de l'armée argentine, il y avait des preuves de la participation militaire argentine. A cette date-là, Elias Barahona, militant de l'Armée de guérilla des pauvres qui avait occupé pendant quatre ans le poste de chargé de presse du ministère de l'intérieur du gouvernement Lucas García, déclarait publiquement sa qualité de militant clandestin; il dénonçait en même temps la présence de conseillers argentins auprès du chef de l'armée guatémaltèque, le général Manuel Benedicto Lucas García, frère du dictateur, pour la création des forces paramilitaires de l'"Armée secrète anticommuniste" et de l'"Escadron de la mort" (2). Les militaires argentins étaient à l'époque sous les ordres d'un brigadier.

Au Guatemala actuellement, opère une mission militaire argentine composée d'officiers de l'armée de terre et de mer, dont le chef opérationnel est visiblement le major Zapata (une fausse identité?). La mission est spécialisée dans la répression populaire selon la "technique argentine" (enlèvement, camp de concentration, torture, etc.; arrestation des familles, techniques psychologiques de destruction de l'identité du prisonnier, etc.), une nouvelle méthode répressive qui a obtenu dans ce pays des succès partiels: comme le démantèlement d'une partie de l'infrastructure urbaine de diverses organisations populaires. Cette assistance technique a permis de passer, en un temps assez bref, d'une répression primitive et brutale à une autre non moins féroce mais plus sophistiquée.

Les déclarations du prisonnier Emeterio Toj Medrano, qui parvint à s'évader en novembre 1981 de sa prison du quartier général Justo Rufino Barrios, confirment la présence d'argentins aux séances d'interrogatoires et en opérations de répression (3). Un autre fait révélateur de l'ingérence argentine est le cas du prêtre Luis Eduardo Pellecer qui, après son enlèvement, a été exhibé comme militant "repenti", une technique expérimentée dans les camps de concentration de la dictature argentine; lors de son dialogue avec les journalistes, il avait manifesté son désir d'aller vivre en République d'Argentine (4).

C'est vers octobre 1981 que les dictatures d'Argentine et de Guatemala ont signé un accord réservé sur l'intensification de l'intervention de la junte militaire argentine dans le processus guatémaltèque; à ce titre des officiers de la dictature de Romeo Lucas García suivent des cours d'entraînement antiguérilla en Argentine. A l'occasion d'un de ces cours, en 1981, est mort à Buenos-Aires un lieutenant de l'armée guatémaltèque, ainsi qu'en fait foi la presse de l'époque dans ce pays.

L'aide en matériel de guerre, destinée spécialement à la lutte contre la population civile et envoyée au Guatemala par la junte militaire argentine, s'élève à plus de deux millions de dollars. Dans ce matériel de guerre, on compte des grenades à fragmentation, des explosifs, du napalm, des produits chimiques, des grenades à gaz, des gilets pare-balles, etc.

(2) Cf. DIAL D 663 (NdT). (3) Cf. DIAL D 758 (NdT). (4) Cf. DIAL D 742, 743 et 744 (NdT).

3- L'intervention militaire argentine au Honduras

La junte militaire argentine a attribué au gouvernement hondurien des crédits d'un montant de 25 millions de dollars. Dès la signature des accords, la mission de Tegucigalpa a été portée à 25 officiers argentins, sous le commandement du colonel Zamora (qui est peut-être aussi un faux nom). La mission militaire a commencé à exercer des pressions directes sur les exilés et résidents argentins pour qu'ils quittent immédiatement le Honduras, et cela sous menaces de mort; l'opération a été menée à bien, même dans le cas de professeurs argentins d'université sous contrat.

Le chancelier nicaraguayen, le Père Miguel d'Escoto, a fait à la presse, le 3 février dernier à New-York, des déclarations qui ont eu un grand retentissement. Il a déclaré que son gouvernement possède des informations sur l'équipe de soutien logistique des militaires argentins qui devaient arriver au Honduras jusqu'en fin décembre 1981. "Je ne sais pas, à dit D'Escoto, si le projet s'est concrétisé, mais nous avons reçu cette information directement d'une des personnes impliquées dans le plan." D'Escoto a ajouté que son gouvernement disposait d'informations "selon lesquelles des officiers d'un rang élevé de l'armée argentine (l'un d'eux avait auparavant été identifié comme étant le général Davico) apportaient des fonds pour les activités militaires de forces contre-révolutionnaires opérant depuis le Costa-Rica et le Honduras. Nous savons également - a précisé le ministre - qu'une mission argentine devait s'installer au Honduras voici un mois, pour prendre en charge le soutien logistique et financier d'une force contre-révolutionnaire cherchant à envahir le Nicaragua".

Il semble que le commandement régional des forces militaires argentines pour l'Amérique centrale se trouve situé au Honduras.

4- L'intervention militaire argentine au Nicaragua

La junte militaire argentine suit une politique rigoureuse d'agression contre le peuple nicaraguayen, son gouvernement de reconstruction nationale et le Front sandiniste de libération nationale.

En 1977, à l'occasion de la tenue à Managua de la réunion des armées américaines, le dictateur Anastasio Somoza Debayle avait décoré le général Roberto Viola et l'amiral Eduardo Massera, respectivement commandants en chef de l'armée de terre et de la marine, et figures éminentes du coup d'Etat de 1976. Pour leur part, les chefs argentins avaient décoré le dictateur Somoza et son fils, le général Anastasio Somoza Portocarrero. Toute cette reconnaissance protocolaire résultait de l'accord signé entre les deux régimes pour offrir à Somoza un appui financier, des équipements militaires et un entraînement des officiers au combat anti-guérilla. Ce soutien a été tel qu'un prêt de 10 millions de dollars, attribué à Somoza par la junte argentine, n'a pas été réclamé après le triomphe populaire au Nicaragua du 19 juillet 1979. Les documents probants de l'appui financier, militaire et logistique apporté par le régime argentin, ont été abandonnés par le dictateur nicaraguayen en fuite.

Dans les mois qui ont suivi la victoire ont été arrêtés des gardes somozistes qui avaient reçu un entraînement à l'Ecole des sous-officiers Sargento Cabral, localisée à Campo de Mayo, dans les environs de Buenos-Aires. On sait aussi que, durant les premiers mois de 1979, des officiers somozistes ont subi un entraînement militaire en matière de renseignements à l'Ecole de mécanique de la marine, dans les locaux de laquelle a fonctionné un des camps

de concentration clandestins pour les prisonniers. On a pu également constater qu'après leur défaite, des officiers de la garde somoziste se sont réfugiés en Argentine, où ils reçoivent un entraînement en compagnie d'autres opposants au gouvernement nicaraguayen de reconstruction nationale.

Le lien entre le commandement militaire argentin et les gardes somozistes s'est manifesté par ailleurs avec la destruction à la dynamite de Radio-Noticias del Continente, de Costa Rica, explosion menée à bien par d'anciens officiers et sous-officiers de la garde nationale. L'entraînement de tels groupes terroristes a bénéficié d'une aide de la dictature argentine de l'ordre de 500.000 dollars; le recrutement des mercenaires s'est fait par les ambassades argentines au Guatemala et au Costa Rica.

On a des informations précises sur la présence d'officiers argentins dans des camps d'entraînement pour somozistes fonctionnant en Floride (Etats Unis) et installés au Honduras, dans les zones voisines de la Côte atlantique et de la frontière nicaraguayenne. Le gouvernement nicaraguayen a même dénoncé clairement la présence de troupes argentines dans la région de Puerto Lempira, au Honduras, sous forme d'un véritable quartier général où se préparent les agressions en direction du territoire nicaraguayen.

L'ambassade d'Argentine à Managua est un foyer d'activité contre-révolutionnaire. La secrétaire de l'ambassade au Nicaragua est la soeur de Steedman Fagoth, ancien dirigeant d'une tendance des Miskitos, minorité indienne nicaraguayenne qu'on cherche -en vain - à utiliser comme masse de manoeuvre pour mener l'agression contre le gouvernement de reconstruction nationale (5). Récemment, Fagoth a été victime d'un accident d'avion alors qu'il voyageait en avion militaire hondurien en compagnie de hauts responsables militaires de ce pays et d'officiers argentins. L'épisode manifeste la complicité active de Fagoth dans l'agression du peuple nicaraguayen et de son gouvernement.

L'ancien ambassadeur argentin au Nicaragua, Arnoldo Listre, aujourd'hui en poste au Costa Rica, dirige un des groupes d'intervention argentine au Nicaragua et en El Salvador.

A Managua, les agents argentins opèrent par le biais des ambassades de Costa Rica et de Honduras, en contact étroit avec les diplomates et agents de la direction du renseignement militaire du Venezuela. En janvier dernier, la Sûreté d'Etat nicaraguayenne a découvert un complot contre-révolutionnaire dont la mise en oeuvre comportait le plasticage de deux grandes entreprises ainsi que l'assassinat de dirigeants gouvernementaux et sandinistes. Une des personnes arrêtées, William Baltodano, de nationalité nicaraguayenne et troisième dans la hiérarchie de la conspiration avortée, a fait référence dans sa déposition à des officiers de haut niveau de l'armée argentine, avec lesquels il s'était entretenu à Buenos-Aires pour une demande d'appui financier et politique. D'après Baltodano, le général Mario Davico, de l'armée argentine, leur avait remis 50.000 dollars en espèces en leur déclarant: "Ce n'est qu'un début, pour la mise en route". Baltodano a ajouté que les militaires argentins s'étaient engagés à soutenir ce type d'activités clandestines.

Mais c'est dans les premiers jours de ce mois (6) que l'intervention militaire argentine au Nicaragua a été confirmée et a fait la une des principaux journaux de toute l'Amérique. En effet, la chaîne de télévision ABC a fait connaître l'infiltration de troupes argentines au Nicaragua, sans uni-

(5) Sur cette affaire, cf. DIAL D 761 (NdT).

(6) Mars 1982 (NdT).

forme, pour simuler un transport d'armement de ce pays vers El Salvador; l'opération avait pour but de fournir un prétexte à l'agression contre le gouvernement nicaraguayen afin, selon ABC, de le "faire tomber". La version a été démentie à Buenos-Aires et à Washington par des porte-paroles officiels de la dictature argentine.

Presqu'en même temps, l'agence nord-américaine d'information Associated Press s'est occupée de l'affaire en la confirmant pour l'essentiel; l'agence se fondait sur les déclarations "de source parlementaire qui a demandé l'anonymat" mais qui a ajouté: "en réalité, les Argentins se sont offerts et ils sont de fait là-bas". Auparavant le secrétaire d'Etat nord-américain, le général Alexander Haig, avait déclaré qu'"avec la collaboration de nos amis et alliés de l'hémisphère, nous ferons tout notre possible pour contenir la menace" en Amérique centrale.

D'après la dépêche de AP, "la présence argentine en Amérique centrale est "généralisée. On la trouve au Nicaragua, au Honduras et en El Salvador parce "que c'est le tout d'un même problème. Des officiers argentins ont procédé à "l'entraînement, depuis novembre dernier, de quelque mille somozistes en vue "de la chute du gouvernement sandiniste". La source parlementaire dont fait état l'agence AP a ajouté qu'elle ne pouvait affirmer si l'entraînement avait eu lieu en Argentine ou dans un autre pays; mais elle affirmait que toutes ces activités avaient été coordonnées par les Etats-Unis.

A Managua, le 3 février dernier, le capitaine Roberto Sánchez, porte-parole officiel de l'Armée populaire sandiniste, a dénoncé dans une conférence de presse la présence de conseillers militaires argentins parmi les forces contre-révolutionnaires qui, à partir du Honduras, envahissent le Nicaragua à hauteur de la Côte atlantique. Antérieurement à ces déclarations, le ministère de l'intérieur du gouvernement de reconstruction nationale avait confirmé la participation de militaires argentins dans une conspiration somoziste.

Pour sa part, le Père Miguel D'Escoto, ministre des relations extérieures a affirmé au cours d'une conférence de presse tenue le 3 février dernier à New York: "Il faut évidemment impliquer des éléments guatémaltèques, honduriens, salvadoriens et argentins. C'est l'évidence et nous avons les preuves. Ces éléments sont des personnes liées à haut niveau avec les forces armées ou exerçant des fonctions diplomatiques".

Dans son édition du 5 février dernier, le journal "Los Angeles Times", de Los Angeles aux Etats-Unis, a révélé que "voici plus de deux mois que des officiers de l'armée argentine ont commencé à s'installer en divers pays d'Amérique centrale, avec l'aide secrète du gouvernement nord-américain". Le journal a ajouté: "L'Argentine a envoyé 50 para-militaires en Amérique centrale pour aider à l'entraînement des somozistes". Cette publication, qui tient également ses informations de sources parlementaires, souligne la position fermement anticommuniste du régime militaire argentin; elle déclare que "le soutien apporté par les Etats-Unis aux Argentins en Amérique centrale a été communiqué aux comités sur le renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants, ainsi qu'au sous-comité sur l'Amérique centrale de la "chambre".

III- CONCLUSION

(...)

Genève, mars 1982

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles Antoine - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441